

Arrêté n° : SL/ST/2024/ 44

Interdiction de stationnement,
Autorisation de stationnement,

Du samedi 03 Février 2024,
Au mardi 06 Février 2024,

ARRÊTÉ

NOUS, Maire de la Ville de SENLIS,

VU le Code Pénal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route,

VU la délibération du 30 mars 2009 instaurant une taxe de déménagement pour les entreprises chargées d'effectuer un déménagement pour le compte d'un tiers sur le domaine public soumis au stationnement payant,

VU la décision 199 du 30 JUIN 2022 fixant la taxe de déménagement à hauteur de 27 € TTC,

CONSIDERANT qu'en raison du déménagement de M. DEMON Augustin, il est nécessaire d'interdire le stationnement sur 2 places, au droit du 11 Rue Vieille de Paris.

ARRÊTONS

Article 1 : Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit et considéré comme gênant sur deux places, au droit du 11 Rue Vieille de Paris, du samedi 03 Février 2024 au mardi 06 Février 2024.

Article 2 : L'autorisation de stationnement est donnée à M. DEMON Augustin, au droit du 11 Rue Vieille de Paris, du samedi 03 Février 2024 au mardi 06 Février 2024.

Article 3 : Les panneaux de stationnement interdit seront mis en place par les services techniques municipaux.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois en vigueur. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Senlis, Monsieur le Directeur des Services Techniques de la commune de Senlis, Monsieur le Capitaine, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis, Monsieur le Lieutenant, commandant la Brigade de la Gendarmerie de Senlis, Monsieur le Chef de Poste de la Police Municipale de Senlis, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et affiché conformément aux dispositions des articles L. 2131-1 et L. 2131-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Une ampliation du présent arrêté leur sera adressée.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d'Amiens - 14 rue Lemerchier - 80000 Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa notification, publication ou affichage, par courrier ou de façon dématérialisée par le biais de la plateforme Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>).

Fait à Senlis, le 31 JAN. 2024



Le Maire,
Pour le Maire,
Et par Délégation,

Daniel Guedras
Daniel GUEDRAS
4^{ème} Adjoint au Maire

Publié sur le Site Internet de la Ville le :
Et notifié à l'intéressé le :

31 JAN. 2024

31 JAN. 2024